



Bilatérale DCSCA

du 2 avril 2021

Les élus **FO DEFENSE** au comité technique de réseau (CTR) SCA ont été reçus en bilatérale (en visioconférence) le 2 avril 2021 par le nouveau directeur central (DC) du SCA, le commissaire général hors classe Philippe JACOB.

FO a souligné l'importance du message envoyé par le DC en recevant les élus **FO**, première organisation syndicale du SCA, à peine deux jours après sa prise de fonction. Il a présenté sa feuille de route, qui devrait s'inscrire dans la lignée de la politique du commissaire général PIAT, et qui s'articule autour des 3 piliers : le soutien AGSC (administration générale et de soutien commun), la militarité et les politiques publiques.

De son côté, **FO** a fait part au nouveau Directeur central de ses 3 priorités que sont la défense des missions, la pérennisation des effectifs en personnels civils et les conditions de travail.

■ Organisation territoriale du soutien

Interpellé par **FO** au sujet des velléités de certains de réformer la carte du soutien AGSC qui pourrait se dessiner en fonction de la couleur d'uniforme, le DC a indiqué que cette cartographie était un héritage de la localisation du soutien des armées d'avant 2010 et nécessite une adaptation constante afin d'assurer un soutien de proximité au profit des soutenus.

Si une réforme de la cartographie des Bases de Défense et, par voie de conséquence, du soutien des GSBdD, venait à voir le jour, **FO** veillerait à ce que la manœuvre RH ne se fasse pas au détriment du personnel civil du SCA.

■ Les centres experts

FO a fait part au DC de son inquiétude face au poids grandissant pris par les centres experts dans le fonctionnement et la

gestion des effectifs au sein des établissements du commissariat, et du décalage entre certaines décisions et les contraintes du terrain, et plus particulièrement celles de la QSR.

FO a clairement illustré ses propos en évoquant par exemple les difficultés rencontrées entre le CIMCI (centre interarmées du soutien métier et contrôle interne) et les PFC.

Le DC a rappelé l'importance des centres experts dans leur rôle de conseiller technique, mais a confirmé que la décision finale relevait de l'adjoint RH ou du directeur, car répondant à d'autres paramètres.

■ Les CPA et la restauration

FO a exprimé le manque d'information et son inquiétude quant à l'avenir des CPA, et a dénoncé les méthodes pour le moins cavalières pour annoncer la fermeture du CPA de Toulon en 2022, à travers une simple note adressée aux agents.

Le DC a reconnu que de tels procédés ne devaient pas avoir cours au SCA. Cependant, il a reconnu que des études étaient en cours car les CPA ne correspondent plus aux normes de la restauration actuelle.

FO a souhaité que l'avenir des CPA fasse l'objet d'une communication officielle lors du prochain CTR et a rappelé que, voici quelques années seulement, les CPA étaient présentés comme l'alpha et l'oméga de la restauration collective dans notre ministère.

FO a appelé l'attention du SCA sur les difficultés d'application du principe du bénéfice anticipé du PAR pour les mess

concedés. LA DCSCA a confirmé que les restaurants concedés dans 3 ans figureront sur l'arrêté de restructuration modifié à paraître fin avril.

Suite à notre sollicitation, le DC a indiqué qu'aucune nouvelle vague de concessions n'aurait lieu sans qu'un retour d'expérience de la première n'ait été effectué.

■ Transformation du SCA et avenir du GSBdD NG

FO a exprimé sa vive inquiétude quant à certaines réflexions visant à réformer certaines filières (administration du personnel, transport, ...) ou à modifier la carte, voire l'existence, des GSBdD NG.

Le Commissaire Général Jacob a tenu à être rassurant puisque, au vu du contexte actuel, il n'y a pas de réforme à venir visant à généraliser l'absorption des GSBdD NG par les GSBdD socles.

Il a néanmoins admis que certains GSBdD en grande difficulté RH se verraient adossés à des établissements plus importants (Charleville à Verdun et Belfort à Besançon), afin de mutualiser les moyens qui peuvent l'être.

Une telle mesure se fera donc au cas par cas et en fonction de la conjoncture.

FO veillera à ce que cet adossement ne conduise pas à des réductions d'effectifs de personnel civil ou à des mobilités géographiques imposées.

■ Effectifs

FO a rappelé son attachement à la pérennité des effectifs au sein du service, dans la droite ligne de la politique RH conduite par le commissaire général PIAT.

FO a cependant demandé que le SCA œuvre auprès de la DRH-MD afin d'ouvrir la liste des professions d'ouvriers de l'Etat dans des métiers du SCA.

Bien que privilégiant le recrutement sous statut, mais conscient de la charge de travail pesant sur des effectifs contraints,

FO a souhaité que des CDI soient ouverts

aux agents sous contrat arrivant au terme de leurs 6 ans de contrat.

Ces deux propositions de **FO** ont reçu un accueil très positif de la part du DCSCA.

FO ne peut que se féliciter des intérêts apparemment convergents entre notre organisation syndicale et la direction du SCA : la défense des effectifs. L'avenir nous confirmera ou non cette convergence de vue.

■ Enjeux RH

L'enjeu RH est pour **FO** la clé de réussite d'un service en mouvement perpétuel.

FO n'est pas opposée au changement. Cependant, en restant dans son rôle syndical, **FO** souligne que ce changement doit s'inscrire dans une ambition forte du DCSCA concernant ses politiques de formation, de recrutement et de parcours professionnels pour ses agents. Si le DC est conscient de cet enjeu RH pour l'avenir de son service, il devra, selon **FO**, avoir un discours transparent sur les métiers de demain et ceux qui se transforment. **FO** a insisté sur l'état de fatigue des personnels, au-delà de la crise sanitaire, lié aux changements d'organisation permanents, insuffisamment accompagnés par manque d'effectifs et par le rythme imposé.

■ Apprentissage

Le DC nous a informé de sa volonté de développer encore plus significativement la politique de recrutement d'apprentis au sein du service.

FO est favorable à cette politique, mais elle n'a de sens que si elle permet une fidélisation de ce « jeune vivier » au travers des embauches à l'issue de la période d'apprentissage.

Cela oblige l'employeur SCA à reconnaître l'investissement personnel des maîtres de stage, dont l'implication et la disponibilité sont indispensables à la transmission du savoir et des compétences.



COMPTTE REHID



■ GAETAN

FO a fait part d'un certain nombre d'inquiétudes et du manque de communication concernant le déploiement de GAETAN, outil de pointage déployé par le SCA visant, entre autres, à généraliser les horaires variables.

Consciente de ces problématiques, la DCSCA a demandé la suspension de ce déploiement en vue de mieux cerner les difficultés en présence, afin de proposer un déploiement qui tient compte des contraintes identifiées.

Sur la demande de **FO**, une présentation de GAETAN sera faite lors du prochain CTR.

FO a rappelé l'obligation de l'employeur de passer par une négociation avec les OS représentatives pour toute modification du règlement intérieur.

■ Télétravail

FO a rappelé que des difficultés subsistaient dans l'application des directives gouvernementales de lutte contre la COVID dans certains établissements du SCA. Ainsi certains organismes, manifestement peu soucieux de la santé de leurs agents, conditionnent le télétravail à des démarches administratives non réglementaires. Un rappel à la loi devrait être effectué rapidement.

CONCLUSION

Une bilatérale constructive avec un Directeur Central conscient des points forts et des points faibles du service, et dont la politique devrait être dans la continuité de SCA 22. Cette rencontre laisse augurer un dialogue social de qualité.

FO se félicite des points de convergence avec cette nouvelle direction qui s'est montrée rassurante quant à l'avenir des GSbdD NG face à des rumeurs de réformes à venir.

FO est cependant consciente que le calendrier électoral a calmé, au moins provisoirement, les velléités de certains, et sera extrêmement vigilante concernant le soclage des effectifs et la pérennisation des missions après les échéances de 2022.

FO a conclu cette réunion bilatérale sur les enjeux du numérique. Consciente de la poussée technologique, **FO** précise qu'elle doit être un facilitateur du travail au quotidien... **FO** dit clairement oui aux nouvelles technologies, mais en refusant catégoriquement la déshumanisation et toute suppression d'effectifs qui pourraient en découler.

Le progrès vu par **FO** n'est parfois pas le même que celui du comptable public...

Le 2 avril 2021



COMPTABLE PUBLIC

